

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Juin 2012
n° 207

Également dans
ce numéro :

**Prestations
compensatoires
en capital :
durcissement de
la position de
l'administration
fiscale.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

AIDER SES ENFANTS ET DIMINUER SES IMPOTS

En règle générale, les parents conservent les enfants au sein de leur foyer fiscal tant qu'ils sont étudiants. De ce fait, ils bénéficient d'une demi-part, voire d'une part supplémentaire de quotient familial à partir du troisième enfant. Toutefois, compte tenu du plafonnement du quotient familial, le gain d'impôt reste limité puisqu'il ne peut excéder 2 336 € par demi-part fiscale. **Il en ressort que les dépenses liées aux besoins de l'enfant** (scolarité, hébergement, alimentation, habillement, loisirs...) **dépassent largement le gain fiscal.**

Une autre alternative consiste à détacher l'enfant du foyer fiscal et à lui verser une pension alimentaire. Malheureusement, sur le plan fiscal, les parents ne peuvent déduire de leurs revenus une somme supérieure à 5 698 € par an. Pour un couple imposé à 41 %, le gain d'impôt ressort donc à 2 336 € ($5\,698 \times 41\%$) ce qui correspond exactement au gain d'impôt généré par la demi-part de quotient familial.

En clair ces deux mécanismes ont pour inconvénient la limitation des avantages fiscaux. Toutefois, une solution permettant d'aider ses enfants et de réaliser d'importantes économies d'impôt existe. Il s'agit de la **donation temporaire d'usufruit** portant sur un bien générant des revenus réguliers tel qu'un immeuble locatif, des parts de SCI ou de SCPI.

Effectuer une donation temporaire d'usufruit revient à transférer à l'enfant, pendant un nombre d'années fixes, les revenus dégagés par le bien immobilier locatif. L'enfant va donc disposer de ressources en vue de faire face à ses besoins financiers. Parallèlement, les parents vont détacher l'enfant de leur foyer fiscal sachant que ce dernier va, en contrepartie, devoir établir sa propre déclaration de revenus. Au terme du démembrement, les parents percevront, de nouveau, les loyers, et ce, sans frais ni formalités.

Cette solution offre **des avantages fiscaux très intéressants** car les parents vont bénéficier d'une **diminution de leur imposition tant à l'IR qu'à l'ISF**. En effet, les parents n'auront ni à déclarer les loyers ni à intégrer le bien à l'ISF puisque celui-ci devra être déclaré entre les mains de l'enfant qui, faute d'avoir un patrimoine de 1,3 M€, ne sera pas assujéti à l'ISF.

S'agissant d'une opération de donation, il convient de déterminer la valeur de l'usufruit temporaire afin de connaître le montant des droits de donation à acquitter. Les calculs sont relativement simples dans la mesure où **l'usufruit constitué pour une durée fixe est estimé à 23 % de la valeur du bien en pleine propriété pour cha-**

que période de 10 ans. Ainsi, un bien d'une valeur de 100 000 € ne sera taxé que sur une base de 23 000 €. Compte tenu de l'abattement de 159 325 € en ligne directe, **les droits de donations seront donc inexistants pour des biens inférieurs à 1,385 M€** ($1,385 \text{ M€} \times 23 \% - 159\,325 \text{ € d'abattement pour le père} - 159\,325 \text{ € d'abattement pour la mère}$)

Afin de bien mesurer les avantages de la donation temporaire d'usufruit, prenons l'exemple de Monsieur et Madame DURAND, parents d'une fille âgée de 18 ans qui va poursuivre ses études supérieures durant les cinq prochaines années. Le patrimoine de Monsieur et Madame DURAND est supérieur à 3 000 000 €, ils sont donc redevables de l'ISF au taux de 0,5 %. Leur tranche marginale au titre de l'impôt sur le revenu est de 41 %. Les époux possèdent un bien immobilier d'une valeur de 250 000 € qui procure un revenu foncier net de charges de 10 000 €.

Monsieur et Madame DURAND réalisent une donation temporaire de l'usufruit de cet appartement à leur fille et ce pour une durée de 5 ans. De ce fait, leur fille va disposer d'un revenu de 10 000 € par an. Cette opération ne générera aucun droit de donation puisque, sur le plan fiscal, le montant transmis est limité à 57 500 € ($250\,000 \text{ €} \times 23\%$) et n'atteint donc pas l'abattement de 318 650 € ($159\,325 \text{ €} \times 2$).

Les revenus imposables de Monsieur et Madame DURAND sont réduits de 10 000 € par an puisque les loyers sont désormais taxables entre les mains de leur fille. Celle-ci n'ayant pas d'autres ressources ne sera pas imposable. Ces revenus n'étant plus fiscalisés au taux de 41 %, les parents vont donc réaliser **une économie d'impôt de 4 100 € par an**. Pour mémoire, l'impact sur les prélèvements sociaux est neutre puisque l'économie réalisée par les parents sera intégralement compensée par leur fille qui devra les acquitter.

De plus, le bien d'une valeur de 250 000 € **ne sera plus taxable à l'ISF**, les époux étant seulement nuspropriétaires du bien, d'où **une économie annuelle de 1.250 €** ($250\,000 \text{ €} \times 0,50 \%$). Le gain fiscal total se monte donc à 5 350 € par an pour un abandon de 10 000 € de loyers, soit **une économie de près de 54 % et qui présente l'avantage d'être non plafonnée**.

Au terme des cinq ans, Monsieur et Madame DURAND récupéreront l'usufruit et retrouveront ainsi la pleine propriété du bien. Au global, ils auront abandonné 50 000 € de loyers à leur fille et auront économisé 26 750 € d'impôt ($5\,350 \text{ €} \times 5 \text{ ans}$). Le débours réel aura donc été limité à 23 250 € ($50\,000 \text{ €} - 26\,750 \text{ €}$). Rappelons que si Monsieur et Madame DURAND n'avaient pas réalisé une donation temporaire mais avaient conservé leur fille au sein de leur foyer fiscal, le coût aurait été 1,6 fois supérieur ($10\,000 \text{ € versés par an} - 2\,336 \text{ € par an d'économie d'impôt liée à la demi-part de quotient familial}$, soit 7 664 € par an, soit 38 120 € sur les 5 ans). Il est à noter que cet écart va se creuser fortement puisqu'en vertu du programme fiscal de François HOLLANDE non seulement les tranches marginales de l'impôt sur le revenu et de l'ISF vont augmenter mais aussi les effets du quotient familial vont diminuer. Pour mémoire, avec l'application d'une tranche marginale à l'IR à 45 %, à l'ISF à 1 % et une baisse à 2 000 € du quotient, les chiffres sont les suivants : coût limité à 15 000 € pour la donation contre 40 000 € pour le maintien au sein du foyer fiscal !

Afin d'éviter les foudres de l'administration fiscale, il est impératif que les règles du jeu soient respectées, c'est-à-dire que le transfert d'usufruit soit effectif et que les revenus générés soient réellement appréhendés par l'enfant. Autrement dit, il ne faut surtout pas demander à l'enfant de restituer tout ou partie des revenus perçus pendant la durée de l'opération. A défaut, l'administration pourrait, à juste titre, démontrer que la volonté des prétendus donateurs était uniquement d'éluder l'impôt et se prévaloir de l'abus de droit.

Notons enfin que la rédaction d'une donation temporaire d'usufruit peut s'avérer délicate. De ce fait, il est nécessaire d'avoir recours aux services de son notaire notamment pour établir, dans l'acte, l'intention libérale et organiser par écrit les modalités du transfert temporaire de jouissance.

En conclusion, mettre en place un usufruit temporaire c'est s'affranchir du plafond de déduction des pensions alimentaires, procurer un revenu plus confortable à l'enfant durant ses études et bénéficier d'avantages fiscaux substantiels.

PRESTATION COMPENSATOIRE EN CAPITAL : DURCISSEMENT DE LA POSITION DE L'ADMINISTRATION FISCALE.

La solidarité financière que se doivent les époux durant le mariage se poursuit pendant la procédure de divorce, c'est la raison pour laquelle le versement d'une pension alimentaire est dû. Sur le plan fiscal, à la condition qu'elle émane d'une décision de justice, **la pension est intégralement déductible des revenus de celui qui la paie et devient imposable entre les mains de celui qui la perçoit**. Dès lors que le divorce est définitivement prononcé, la pension alimentaire cesse d'être due, elle est alors remplacée par la prestation compensatoire.

Cette dernière a pour objet de compenser la disparité des niveaux de vie provoquée par la rupture du mariage. La prestation compensatoire est fixée selon les besoins du bénéficiaire et les ressources de celui qui la doit en tenant compte aussi bien de la situation au moment du divorce que de l'évolution prévisible de la situation de chacun des conjoints. La détermination du montant de la prestation compensatoire est donc fonction des paramètres suivants : la durée du mariage, l'âge et l'état de santé des époux, la situation professionnelle de chacun, les conséquences des choix professionnels faits par l'un des époux pendant la vie commune pour l'éducation des enfants ou pour favoriser la carrière de son conjoint au détriment de la sienne, les revenus et patrimoines respectifs actuels et ceux estimés après la liquidation du régime matrimonial...

En principe, **la prestation compensatoire est matérialisée sous la forme d'un capital versé soit en une seule fois, soit de façon échelonnée sur une durée maximum de huit ans**. La prestation peut également revêtir la forme de biens tels que le logement familial ou un fonds de commerce... Dans les cas où le bénéficiaire ne peut subvenir à ses besoins en raison de son âge ou de son état de santé, il est d'usage que les juges demandent l'attribution d'une rente viagère.

Le sort fiscal des prestations compensatoires diffère selon la nature même de la prestation. Ainsi, les prestations sous forme de rente sont déductibles des revenus de celui qui la verse et imposable entre les mains de celui qui la perçoit. **Concernant les prestations versées sous forme de capital, il convient de distinguer les conditions de libération des fonds :**

- Au cas où le paiement intervient sur une **période supérieure à 12 mois**, le capital est, sur le plan fiscal, assimilé à une rente. Il est donc **déductible des revenus de celui qui le verse et imposable entre les mains de son bénéficiaire**.
- Au cas où le paiement est versé sur une **durée inférieure ou égale à 12 mois**, la déductibilité n'est pas admise. Toutefois, le versement ouvre droit à une **réduction d'impôt de 25 % dans la limite de 30 500 €**, soit un gain d'impôt maximum de 7 625 €. Il est à noter que le bénéficiaire de la prestation n'est pas imposé sur le capital perçu.

Les prestations compensatoires en nature suivent le même principe que les prestations en capital de moins de 12 mois (réduction d'impôt de 25 % de la valeur des biens donnés dans la limite de 30 500 €).

Dans le cas où le délai de versement de la prestation compensatoire en capital est rallongé par rapport à la durée initialement fixée dans le jugement de divorce, l'administration fiscale admet que la prestation compensatoire soit déductible. Si l'application de la réduction d'impôt devient inopérante dans la mesure où le délai est supérieur à 12 mois, la déduction des sommes versées est admise. Il est évident que cette mesure de tempérament est refusée en cas de fraude manifeste, c'est-à-dire lorsque le retard de paiement était motivé par l'intention unique d'en retirer le bénéfice d'un régime fiscal plus avantageux.

Toutefois, depuis le 4 avril 2012, l'administration fiscale a publié une instruction fiscale qui édicte une position beaucoup plus stricte puisqu'en cas de non-respect des délais de libération des capitaux fixés dans le jugement du divorce, aucune déduction, ni réduction d'impôt n'est désormais admise. L'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition est immédiate et ce quelle que soit la date du jugement de divorce.

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 31 mai 2012

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
PARIS (CAC 40)	3 017,01	-6,09%	-4,52%
PARIS (CAC Mid&Small)	5 840,14	-6,87%	3,32%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 275,01	-6,35%	-2,96%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 118,94	-8,13%	-8,53%
NEW YORK (Dow Jones)	12 393,45	-6,21%	1,44%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	2 827,34	-7,19%	8,53%
FRANCFORT (Dax Xetra)	6 264,38	-7,35%	6,21%
LONDRES (FTSE 100)	5 282,48	-7,94%	-5,20%
TOKYO (Nikkei 225)	8 542,73	-10,27%	1,03%
MONDE (Msci World) en Euros	103,55	-2,95%	4,46%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	10 ans
ZONE EURO	0,37%	0,28%	2,19%
ETATS-UNIS	0,15%	0,15%	1,45%
ROYAUME-UNI	0,45%	0,53%	1,49%
JAPON	0,05%	0,00%	0,75%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
LINGOT	40 690 €	1,42%	3,30%
NAPOLEON	250,10 €	2,12%	-1,50%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2403	-6,36%	-4,14%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7999	-1,78%	-4,24%
EURO / 100 YENS	¥ 97,66	-8,16%	-2,53%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2010	0,01%	-1,20%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 31 mai 2012

BUDGET 2012	276,1 milliards d'euros (dt déficit = 78,8 mds)
PIB 2011	1 995,8 milliards d'euros
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,00 % au 1er trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 031 euros par mois à compter du 01/01/2012
SMIC	9,22 euros à compter du 01/01/2012
INDICE DES PRIX	+ 2,10 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 5,45 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX	+ 3,26 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 2,24 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,40 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631 -ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.